Centre Presse
Le journal de l'Aveyron
Vendredi 1 août 2025 - n° 212 - 1,10 €
centrepresseaveyron.fr

Pour Bosch, l'État veut mener un combat « collectif »

Marc Ferracci, ministre de l'Industrie et de l'Énergie a entamé hier deux jours de visites en Aveyron. Et notamment une rencontre à l'usine castonétoise, où il n'est pas forcément parvenu à convaincre les salariés. Il se rend aujourd'hui en Nord-Aveyron sur la thématique de l'énergie…

P.2 et 13

Rodez. Une visite ministérielle au goût amer pour les salariés

Politique, Rodez
Publié le 01/08/2025 à 05:13
La Dépêche du Midi

Hier après-midi, le ministre de l'Industrie et de l'Énergie, Marc Ferracci, était en visite à l'usine Bosch d'Onet-le-Château.

l'essentiel Pas de grandes annonces lors de la visite hier du ministre de l'Industrie et de l'Énergie Marc Ferracci à l'usine Bosch d'Onet-le-Château. Mais devant les salariés, il a assuré travailler "collectivement pour donner un avenir" au site.

D'un côté, une centaine d'employés de l'usine Bosch d'Onet-le-Château, de l'autre le ministre de l'Industrie et de l'Énergie, Marc Ferracci. Et quelques mètres de distance entre eux. Cette scène qui s'est déroulée hier en début d'après-midi pourrait résumer cette visite ministérielle du site qui a démarré dans le Sud Aveyron (lire ci-dessous). Symbole d'une distance qui s'est peu à peu installée entre les salariés et les politiques qui se succèdent, année après année, sur le site.

Et les annonces qui vont avec. Devant les salariés donc, Marc Ferracci a affirmé "vouloir évoquer les perspectives du site, lors d'un comité de suivi en préfecture, la diversification, ce qui a été fait mais également abandonné, je pense en particulier au projet hydrogène. Nous allons aussi essayer d'envisager collectivement des perspectives pour le site, en ayant toujours à cœur de travailler ensemble. Nous savons que la filière automobile est en difficulté. Nous sommes là aussi pour entendre les critiques, avec le souci d'avancer. De tracer des

perspectives car nous pensons qu’il y a ici des compétences et des talents avec un outil industriel qui a de la valeur. Je suis persuadé qu’en travaillant collectivement on peut donner un avenir à tout cela".

Le point de vue de Lionel Issalis, responsable CFE-CGC, membre de l’intersyndicale, est évidemment tout autre. " Dans les faits, nous avons perdu 1 000 emplois. C’est le seul fait réel aujourd’hui. Sinon, il n’y a rien de concret. Nous, à Bosch, sommes actuellement en soins palliatifs. Bosch sait faire du social. Mais ce que nous voulons c’est du travail pour notre région et nos enfants, martèle Lionel Issalis. Mais ce n’est pas ce que nous ressentons aujourd’hui. Il y a plein de bâtiments vides, nous sommes 500 actuellement. Bientôt on va nous expliquer que nous avons des frais de structures trop importants, que l’on coûte trop cher. Puisqu’on ne peut pas générer le chiffre d’affaires que l’on faisait à 1 600 hier et à 500 aujourd’hui. Tout se met en place pour que l’on ferme notre usine. " Un discours que d’autres salariés présents autour de Lionel Issalis ont approuvé.

Et le représentant syndical de dénoncer "le non-respect des investissements qui ont été promis sur différents produits".

Le maintien de 350 emplois d’ici fin 2030

En début de soirée, Bosch France a fait savoir que "l‘investissement de 10 millions d’euros dans une nouvelle ligne de production de capteurs, dont la mise en production est prévue en 2027, permettra l’emploi d’une cinquantaine de salariés d’ici 2028. Cet investissement, combiné au transfert d’une ligne de production depuis l’Allemagne, sécurise le maintien de 350 emplois d’ici fin 2030 sans départs contraints".

Et dans un même temps, la direction de Bosch a expliqué explorer "également des coopérations industrielles pour faire émerger un écosystème multi-entreprises au sein de la zone de Cantaranne", sans en dévoiler plus pour le moment. "La priorité est de renforcer l’attractivité industrielle du territoire et à développer une offre de services partagés", a rappelé Bosch après la visite de Marc Ferracci et la réunion qui s’est tenue en préfecture avec la direction du site industriel, en présence aussi d’élus et de représentants d’organisations syndicales.

"C’est un exemple parfait" : le ministre de l’Industrie Marc Ferracci salue cette entreprise aveyronnaise pour son savoir-faire

-
  Au milieu, Marc Ferracci, ministre de l’Industrie et de l’Énergie, en visite chez MTI à Decazeville. DDM - N.O.

Industrie, Economie, Decazeville
Publié le 31/07/2025 à 16:41 , mis à jour à 17:19 DDM
Nawel Omara

Ce jeudi 31 juillet 2025, le ministre de l’Industrie et de l’Énergie Marc Ferracci est venu visiter le site de MTI (Mécanique & Travaux Industriels), à Decazeville. L’occasion de découvrir les enjeux auxquels est confrontée l’entreprise.

"C’est une visite inspirante", a déclaré le ministre de l’Industrie et de l’Énergie. Ce 31 juillet 2025, Marc Ferracci est venu découvrir les locaux de MTI (Mécanique & Travaux Industriels), implantés sur la zone industrielle du Combal, à Decazeville. Ce moment a été l’occasion pour l’entreprise, filiale du groupe Figeac Aero et sous-traitante, entre autres, d’Airbus, Safran et Naval Group, d’exposer les défis auxquels elle est confrontée.

"Le tissu industriel a souffert ces dernières années. La sortie du Covid a été difficile pour MTI", explique Pierre Albert, directeur de la section Énergie Défense chez Figeac Aero. "Mais aujourd’hui, les clients affirment avoir besoin de nous." Si, jusqu’en 2014, 70 % de leurs activités étaient étroitement liées au pétrole, la dynamique est aujourd’hui différente avec le développement de son volet défense (outillage) et énergie (nucléaire civil et hydroélectricité).

Un contexte plus favorable qui permettrait, dans l’idéal, de viser 30 millions d’euros de chiffre d’affaires en 2029. Avec cette croissance, la question du foncier devient rapidement centrale : "Nous avons besoin de nous agrandir. L’objectif, c’est de doubler les surfaces de la partie chaudronnerie."

Des hectares dégagés pour l’industrie

Face à ce constat, Marc Ferracci a expliqué que "l’accès au foncier ne devrait pas être un problème." Et a précisé que, dans le cadre du dispositif ZAN (Zéro artificialisation nette des sols), assoupli le 28 mai dernier, "j’ai fait voter un amendement pour dégager une enveloppe de 10 000 hectares pour l’industrie. On peut maîtriser l’artificialisation sans peiner les acteurs du secteur."

Un échange satisfaisant pour Pierre Albert, qui assure que cette visite est une aubaine pour faire passer des messages et évoquer la réalité du terrain. "C’est aussi un beau coup de projecteur pour nous." Le ministre de l’Industrie et de l’Énergie s’est par ailleurs montré admiratif face au savoir-faire de MTI. "C’est l’exemple parfait pour montrer qu’il n’y a pas que des fatalités, mais aussi des opportunités. Le repositionnement de cette entreprise et l’engagement de ses équipes méritent d’être salués."

Et rappelle que, malgré les crises, l’industrie a encore, à son sens, de beaux jours devant elle : "En 2024, nous avons créé plus d’emplois que l’inverse : 10 000 pour être précis. Notre rôle, c’est de mettre en place des leviers financiers et de donner les moyens à ces entreprises de lutter à armes égales contre la concurrence internationale."

"Je suis très heureux qu’il soit venu"

Pour les élus locaux, cette visite ministérielle est une aubaine. François Marty, maire de Decazeville et président de la communauté des communes, se montre sourire aux lèvres : "Je suis très heureux qu’il soit venu. Nous l’attendions depuis longtemps, ça avait été décalé plusieurs fois, c’est bien que ça ait pu se concrétiser. D’autant plus que MTI est un acteur local majeur, a fortiori avec ses perspectives de développement." A son sens, c’est un moyen de mettre en valeur le territoire.

Pierre Albert, (à gauche), François Marty et Marc Ferracci lors de la visite. DDM - N.O.

Pour Laurent Alexandre, député LFI-NFP "la visite du Ministre à Decazeville était importante pour rappeler sur place le fort engagement des élus du territoire, des entrepreneurs, salariés et représentants syndicaux. Ils attendent des actes forts de l'État."

Le site de l'ex-Sam potentiellement repris par MTI ?

Face à leur développement, une question se pose : l'entreprise MTI pourrait-elle s'implanter sur le site de l'ex-Sam ? "C'est une possibilité", explique Pierre Albert. "Nous sommes en train de regarder ce qui est le plus rentable économiquement. D'autres propositions sont aussi étudiées. Ce qui est certain, c'est que nous n'irons pas à l'autre bout de la France."

Pascal Mazet lui, qui représente la Région (propriétaire du site de l'ex-Sam) lors de cette visite ministérielle, émet également de la réserve : "Bien sûr que c'est envisagé. Mais par précaution, nous préférons attendre que les choses se confirment avant de s'emballer et d'être déçu."

La Cavalerie. Chez MJ2, entreprise qui "participe à l’ancrage de l’industrie dans le territoire"

-
  Marc Ferracci au cours de sa visite à La Cavalerie. M.C.

Industrie, La Cavalerie
Publié le 01/08/2025 à 05:13
La Dépêche du Midi

Les turbines produites sur le Larzac vont bien au-delà des frontières de l’Aveyron et cela n’a pas échappé à Marc Ferracci. Le ministre de l’Industrie et de l’Énergie a commencé son déplacement dans le département par la visite, hier matin, de l’entreprise implantée sur le Larzac, à La Cavalerie, chez MJ2. " C’est une entreprise exemplaire à plusieurs titres, a-t-il loué. Elle a su rebondir, elle a été reprise par ses salariés en 2023 et elle s’est positionnée comme leader dans les petites turbines destinées aux installations hydroélectriques. "

Et forcément, l’Aveyron figure parmi les bons élèves en matière de production hydroélectrique. Le département représente 10 % de la production nationale avec des installations importantes dans le Nord, à Brommat et Montézic où il se rend ce vendredi 1er août. Dans ce domaine, "la France a l’ambition d’augmenter nos capacités et nous y travaillons en ce moment, d’un point de vue juridique avec la commission européenne pour lever quelques freins", a rappelé le ministre.

De bon augure pour l’entreprise sud-aveyronnaise pour laquelle 30 ingénieurs et techniciens travaillent. "Pour augmenter notre capacité, il faut augmenter nos infrastructures et en créer de nouvelles et notamment de la petite hydroélectricité. Je pense qu’en Aveyron, avec tous les cours d’eau, on a un potentiel important. Il y a un potentiel de création énergétique qui est important et un potentiel de création d’emploi industriel mais aussi sur la chaîne de valeurs.

Quand vous faites un gros chantier, vous occupez des entreprises locales pendant des mois et c’est tout ça qui doit être saisi comme opportunité."

Il a constaté l’étendue de la production de MJ2 après un rapide tour d’horizon proposé par Arnaud Durand, l’un des trois patrons depuis 2023. "C’est une entreprise qui exporte, on a des entreprises qui sont très ancrées sur leur territoire et qui sont présentes dans 11 pays et qui développent leur marché avec beaucoup de volontarisme, a observé le ministre. Je veux saluer son empreinte industrielle locale, avec des fournisseurs qui sont principalement en Occitanie et même principalement dans l’Aveyron et à Millau pour certains. Cela participe à l’ancrage de l’industrie dans le territoire."

Cependant, le contexte international touche également MJ2 technologies. Si elle exporte ses turbines, elle a également besoin d’aimants, produits en Chine. "Aujourd’hui, dans le contexte de guerre tarifaire, il y a des effets collatéraux et la Chine limite ses exports et cela peut créer des difficultés sur la chaîne d’approvisionnement et sur la tenue des calendriers vis-à-vis des clients."